Le Monde

L'année 1998 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine

1 BURUNDI : Une attaque de rebelles hutus contre un camp militaire et un bourg situés près de l'aéroport de Bujumbura fait au moins 286 morts.

6 ÉTATS-UNIS : Ayant obtenu une totale immunité judiciaire de la part du procureur indépendant Kenneth Starr, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky, témoigne devant le Grand Jury (chambre des mises ... tion) sur ses rela... Clinton.

8-12 ALGÉRIE : ... du Parlement euro... dent en Algérie pc... sur les disparitions ... ce. Le 12, trois ati... bombe saluent la fin ... des eurodéputés. L ... autorités algériennes annoncent le décès, le 23 mai 1997, d'Ali Touchent, alias «Tarek», coordonnateur des attentats commis en France du 11 juillet au 17 octobre 1995. Le 17, les députés européens rendent compte de leur mission devant la commission des affaires étrangères du Parlement européen et

9 SERBIE : Le président yougoslave Slobodan Milosevic persistant dans son refus d'ouvrir le dialogue avec la communauté albanaise du Kosovo, le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie), réuni à Londres, décide un embargo sur les investissements vers la République fédéral... de Yougoslavie.

Le 6, Claude Érignac, préfet de la région de Corse depuis 1996, est assassiné dans la soirée par deux hommes, alors qu'il marchait seul dans une rue d'Ajaccio.

... volants, le Sinn ... rein, branche politique de l'IRA, approuve à Dublin l'accord de paix en Irlande du Nord signé le 10 avril. Le 12, Londres annonce une aide exceptionnelle d'un peu plus de 3 milliards de francs à l'Ulster. Le 22, l'accord de paix est approuvé par référendum à 71,2 % des électeurs d'Ulster et à 94 % en République d'Irlande (3-4, 12, 14

12 FRANCE : En finale l'équipe de France devient championne du monde en battant la Seleçao brésilienne, tenante du titre, par 3 buts à 0. Cette victoire déclenche dans tout le pays un enthousiasme populaire sans précédent depuis la Libération. À Paris, sur les Champs-Élysées plus de 1,5 mil... ...rsonnes fêtent les ...dent hommage à ...ur, Aimé Jacquet.

Jacques Vallade ... Aquitaine ainsi ...ebarre (PS) en ...is, sans apport ... Le même jour, ... les présidents ...rgogne (Jean-Pierre Soisson, apparenté UDF), du Centre (Bernard Harang, UDF-DL), du Languedoc-Roussillon (Jacques Blanc, UFD-DL), de Picardie (Charles Baur, UDF-DL), et de Rhône-Alpes (Charles Millon, UDF-FD, ancien ministre de la défense) sont élus avec les voix du FN.

27 ALLEMAGNE : Le Parti social-démocrate (SPD) de Gerhard Schröder remporte les

folio actuel
INÉDIT

COLLECTION
FOLIO/ACTUEL

02428834o 93

Le Monde

L'année 1998 dans *Le Monde*

Les principaux événements
en France
et à l'étranger

Édité par Maryvonne Roche
Préface d'André Fontaine

16.
D1
1999-42167

Gallimard / Le Monde

BIBLIOTHEQUE DE FRANCE NATIONALE

DL-08 02 055586

Les chronologies mensuelles ont été établies
par le service Documentation
du journal *Le Monde*.

© *Éditions Gallimard/Le Monde, 1999.*

1998 :
L'ANNÉE DE MONICA ET DE L'EURO

Jamais sans doute ne s'était imposée autant qu'au début de 1998 l'idée, dont les Américains n'étaient pas peu fiers, que leur pays était bien « the sole superpower », *la seule superpuissance. L'insolente prospérité de leur économie qui, grâce à la fièvre consommatrice, poursuivait sa croissance sans inflation, marginalisait le chômage et rééquilibrait le budget fédéral, faisait oublier l'ampleur de la pauvreté, la fracture raciale persistante, l'insuffisance de l'investissement, l'excès de l'endettement. On avait peine à croire que les révélations salées de Monica Lewinsky pourraient avoir un impact sur l'avenir politique d'un président aux allures de jeune premier, plus souriant et dynamique que jamais, flanqué en la personne de sa combative épouse d'une alliée de premier ordre. Et l'on se demandait, à contempler la silhouette hagarde et titubante de Boris Eltsine, ne sortant de l'hôpital, comme auparavant Brejnev, Andropov et Tchernenko, que pour y retourner, et pourtant bien déterminé à aller jusqu'au terme, en l'an 2000, de son mandat, comment Moscou avait bien pu se mesurer, pendant près d'un demi-siècle, à la nouvelle Rome.*

Une fois révoqué l'encombrant Viktor Tchernomyrdine, porte-parole du lobby pétrolier, qui faisait par trop ombrage à celui que l'on hésite à encore appeler

« chef » de l'État, il ne faudra pas moins de huit mois à ce dernier pour parvenir à s'entendre avec la Douma sur le nom du nouveau premier ministre : l'ancien patron du KGB, puis ministre des affaires étrangères, Evguéni Primakov, lequel a au moins le mérite de ne se faire aucune illusion sur les pouvoirs dont il dispose. De l'efficace maire de Moscou, Iouri Loujkov, facilement crédité de trop bons rapports avec la Mafia, au président du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, qui n'hésite pas à l'occasion à jouer de la fibre antisémite, et au populaire général Lebed, facilement élu en mai gouverneur de la région de Krasnoïarsk, en Sibérie, les candidats se mettent en place pour la présidentielle. Le chef du gouvernement, qui se défend de postuler à la succession d'Eltsine, ne peut guère dans ces conditions qu'expédier les affaires courantes. Et faire marcher la planche à billets, pour apaiser un peu la colère des dizaines de millions de travailleurs et de retraités qui attendent en vain depuis des mois le paiement de leurs salaires et de leurs pensions.

L'aide massive du FMI — trente-trois milliards de dollars étalés sur deux ans — ne suffit manifestement pas en effet à colmater ce tonneau des Danaïdes qu'est devenue l'économie russe, dont la prétendue « thérapie de choc » *libérale n'aura fait en fin de compte qu'envenimer encore un peu plus les plaies héritées du socialisme prétendument scientifique : de janvier à août, le rouble aura perdu près de quatre-vingts pour cent de sa valeur, tandis que les capitaux continuaient de s'enfuir à qui mieux mieux en dépit du relèvement des taux d'intérêt. La Banque d'État responsable sera incapable de faire face aux échéances de la dette publique, intérieure en août, extérieure en décembre. Primakov a beau être un diplomate expérimenté et subtil, la Russie est pour longtemps dans ces conditions hors d'état de peser sérieusement sur les destinées de la planète. Il est vrai qu'elle dispose toujours*

sur le papier des moyens de la pulvériser, mais comment conférer la moindre plausibilité à leur emploi lorsque l'armée qui les a en charge a « connu la déroute », *selon le mot de Soljenitsyne,* « sans avoir fait la guerre » ? *Lorsqu'elle a fait en Tchétchénie, durant de longs mois, la preuve de son impuissance face aux séparatistes ? Lorsque nombre de chefs d'unité, faute de pouvoir verser les soldes de leurs hommes, les mettent à leur propre service ou à celui d'entrepreneurs locaux ? Lorsque se multiplient les cas d'insoumission et de désertion, comme les exactions dans les corps de troupe ?*

MOROSITÉ JAPONAISE, CONTINUITÉ CHINOISE

« Nous allons vous faire le pire des cadeaux, *déclarait aux Américains il y a dix ans Gueorgui Arbatov, alors l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev,* nous allons vous priver d'ennemi » *: concernant la Russie, il ne croyait pas si bien dire. Mais* quid *des autres ennemis, déclarés ou virtuels, de la puissance actuellement dominante et qui fatalement ne conservera pas éternellement cette position ? Longtemps considéré comme le danger principal, au point qu'un livre à succès avait évoqué il y a quelques années la fatalité d'une guerre avec lui, le Japon, tout en conservant la deuxième place pour la richesse et la production, arrive d'autant moins à s'arracher à la dépression que celle-ci est de nature psychologique et morale, de toute évidence, autant qu'économique. Le premier ministre libéral-démocrate, autrement dit conservateur, Ryutaro Hashimoto, dont le ministre des finances a démissionné dès janvier à la suite de l'implication de deux de ses collaborateurs immédiats dans un nouveau scandale, a payé lourdement aux*

sénatoriales de juillet les plans de sauvetage de l'industrie et du système bancaire dont il avait pris l'initiative et s'est vu contraint de démissionner. Le ministre des affaires étrangères Keizo Obuchi, qui lui a succédé contre l'avis de la Chambre haute, a eu beaucoup de mal à enrayer la chute du yen, ce qui ne laissait pas de poser des problèmes aux exportateurs américains.

Avec son développement spectaculaire, l'accroissement massif de son budget militaire, sa lenteur à arrêter ses essais nucléaires, son contentieux avec le Viêtnam sur les eaux territoriales et l'archipel des Spratley, ses revendications sur Taïwan, ses ventes de missiles à des ennemis des États-Unis comme l'Irak ou l'Iran, la Chine populaire inquiétait d'autant plus ces dernières années que personne n'était en mesure de dire ce qui se passerait une fois Deng Xiaoping disparu. Pour le moment, sa mort, survenue en février 1998, n'a rien bouleversé. Lors de sa session de mars, l'Assemblée nationale populaire a réélu Jiang Zemin, le chef du parti, à la tête de l'État, Zhu Rongji devenant premier ministre à la place de Li Peng, nommé président du Parlement. Les décisions les plus importantes, qu'avait laissé prévoir le congrès de septembre de l'année précédente, visent sans doute l'accentuation de la lutte contre l'omniprésente corruption, qui a valu à un ancien maire de Pékin de se retrouver pour seize ans en prison, et la suppression de millions de postes dans l'administration, ou dans les entreprises publiques : il faut dire que leurs énormes coûts de production supportaient de plus en plus mal la comparaison avec les impressionnantes performances du secteur privé.

L'existence désormais reconnue d'un chômage massif risque de singulièrement compliquer le maintien de l'ordre dans un pays qui a souvent été au cours des âges la proie de l'anarchie. Il en va de même des terribles inondations du mois d'août, qui ont submergé

vingt et un millions d'hectares de terres cultivables et fait des milliers de morts et de disparus. Le pouvoir s'inquiéterait-il des réactions de la fourmilière humaine sur laquelle il exerce son autorité ? La criminalité est férocement réprimée : périodiquement, la télévision diffuse des séquences montrant des bourreaux en uniforme qui exécutent l'un après l'autre, d'une balle dans la nuque, des condamnés de droit commun à genoux. Le moindre soupçon de dissidence vaut à celui qui en est accusé des années de prison ou l'expulsion. Un esprit naïf ne peut être que surpris dans ces conditions de constater le contraste entre la sévérité des États-Unis à l'égard de Cuba, en matière de droits de l'homme, et leur extrême indulgence, qui n'a d'égale que celle de la France, à l'égard de Pékin, où Bill Clinton a effectué, en juin, une longue visite.

UNE TEMPÊTE PAS VRAIMENT APAISÉE

Que la raison d'État l'emporte en la circonstance sur les bons sentiments ne saurait faire de doute. Outre que les industries occidentales ont grand besoin des immenses marchés de la Chine et que celle-ci leur fournit une main-d'œuvre, concentrationnaire ou pas, extrêmement bon marché, les financiers occidentaux tremblent à l'idée de ce qui se passerait s'il prenait fantaisie aux successeurs de Deng de cesser de défendre leur devise nationale, aux prises, comme tous les pays de la région, avec une tempête monétaire et boursière qui, ayant commencé à l'été 1997, ne s'était dix-huit mois plus tard pas encore vraiment apaisée.

Sa principale victime aura été en 1998 l'Indonésie, dont la roupie a perdu au cours du seul mois de janvier 68 % de sa valeur, avec pour conséquence des émeutes contre la hausse des prix, et un véritable soulèvement des étudiants, faisant un millier de morts et

amenant le président Suharto, pourtant réélu en mars, à démissionner le 22 mai. Il avait gouverné l'archipel d'une main de fer depuis 1966. Le vice-président Habibie, qui lui succède, annonce une « réforme totale du système politique » *et des élections aussitôt que possible. Les actes ne suivent guère, même si le FMI reprend l'aide qu'il avait un moment interrompue, après avoir obtenu la promesse d'une refonte complète du système bancaire et du démantèlement des fiefs que l'entourage du dictateur s'était taillés dans l'économie nationale. En tout cas une enquête judiciaire a été ouverte sur les conditions dans lesquelles l'ex-président a amassé son immense fortune. Dans la Malaisie voisine, elle aussi durement éprouvée par la crise monétaire, le premier ministre Mohamad Mahatir aura été plus heureux, lequel est venu au moins provisoirement à bout de la contestation universitaire en instituant le contrôle des changes et en sacrifiant son ministre des finances, Anwar Ibrahim, qui y était hostile, allant jusqu'à le renvoyer devant les tribunaux pour corruption et* « impropriétés sexuelles ».

Rares sont les autres pays d'Asie qui n'ont pas de quelque manière subi les effets de la crise. C'est le cas de l'Inde et du Pakistan, une fois de plus à couteaux tirés à propos du Cachemire. La première nommée est gouvernée depuis le mois de mars par le chef de file du Parti fondamentaliste hindouiste, qui a bien du mal à imposer son autorité, face à un Parti du Congrès en pleine rénovation sous la houlette de Sonia Gandhi, la veuve italienne du premier ministre assassiné Rajiv Gandhi. Quant au Pakistan, il est au bord de la faillite, le chef d'état-major de l'armée a été contraint à la démission, le Parlement a institué la « charia », *la loi coranique, au lieu et place du code civil et les incidents sanglants se multiplient dans l'immense Karachi. Il n'aura servi de rien en fin de compte aux deux États frères ennemis de proclamer* urbi et orbi *qu'ils*

détenaient l'arme nucléaire, ce qui n'était depuis longtemps un secret pour personne.

Singapour et Hong-kong ont en revanche à peu près tenu le coup, et la Thaïlande entrevoit le bout du tunnel où l'avait enfoncée une spéculation immobilière démesurée. En Corée du Sud, qui avait été en 1997 la première et la plus lourdement frappée, le nouveau président Kim Dae-jung, opposant de toujours élu au soir de sa vie sur un programme de démocratisation, a réussi dès février à faire s'entendre patronat et syndicats sur un programme de licenciements massifs et de réduction des salaires qui, combiné avec le déblocage de 58 milliards de dollars par le FMI, a permis un redressement spectaculaire tant du déficit budgétaire que de la Bourse et du commerce extérieur. Reste à venir à bout de la vraie racine du mal : la puissance excessive des « chaebols », *des immenses conglomérats qui pendant un demi-siècle ont dominé l'État.*

LES « ÉTATS-CHENAPANS »

La situation est infiniment plus dramatique de l'autre côté du 38e parallèle, où sévit une véritable famine, amenant le régime le plus fermé de la planète à entrouvrir ses portes à l'aide humanitaire. Enfin confirmé dans son poste présidentiel, cinq ans après la mort de son père Kim Il-sung, Kim Jong-il demeure toujours aussi mystérieux, et la relance du dialogue entre les deux Corées par son homologue du Sud n'a pour le moment débouché sur aucun résultat bien convaincant. Les Américains s'alarment de plus en plus des intentions d'un gouvernement qui promet à l'occasion d'effacer l'impérialisme de la surface du globe et qui persiste, malgré les efforts de conciliation qu'ils ont multipliés à son égard, à vouloir se doter

d'armes de destruction massive, y compris, selon toute probabilité, nucléaires.

La Corée du Nord est le prototype de ces « États-chenapans » (Rogue countries) qui ont fait de l'hostilité aux États-Unis l'axe essentiel de leur politique. On a pu longtemps en dire autant de l'Iran, acharné depuis la chute, il y a vingt ans, du régime impérial à dénoncer « le grand Satan ». Mais la relative détente intervenue après l'élection à la présidence de la République islamique, en mai 1997, du réformateur Mohamad Khatami s'est poursuivie en 1998, malgré la contre-offensive du clergé conservateur qui a abouti notamment à la destitution du maire modéré de Téhéran, à sa condamnation à cinq ans de prison pour corruption, ainsi qu'à des attentats contre des personnalités réputées libérales. Que cette évolution réponde aux aspirations d'une bonne partie de la société iranienne, très tentée par le mode de vie occidental, ne saurait faire de doute. Mais elle permet aussi au régime des ayatollahs de retrouver une respectabilité internationale et de mener à bien, sans que personne vienne y mettre le nez, un programme d'armements qui pourrait bien comporter lui aussi une dimension atomique.

Pas trace d'évolution en revanche en Irak, dont le dictateur est de plus en plus, aux yeux de l'opinion outre-Atlantique, le bandit de western incarné. Dès le début de l'année, Saddam Hussein allait provoquer une première crise en interdisant l'accès de ses sites stratégiques à l'« Unscom », le comité des experts des Nations unies chargés de s'assurer de leur innocuité. Une frappe américaine paraissait alors inévitable, mais le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, réussit in extremis à négocier un accord sur leur libre accès à tous les sites suspects, tandis que le Conseil de sécurité décidait à l'unanimité de doubler le volume du pétrole que Bagdad est autorisé à exporter pour

acquérir de la nourriture. Moyennant quoi la crise a rebondi en octobre après l'annonce par l'Irak de son refus de coopérer avec l'Unscom aussi longtemps que celle-ci serait dirigée par l'Australien Richard Butler, considéré non sans quelque raison comme complètement acquis aux vues de Washington. Ce dernier ayant remis au Conseil de sécurité un rapport assurant que le régime de Saddam Hussein « n'avait pas fourni la pleine coopération promise », *missiles de croisière américains et « tornados » britanniques ont bombardé en décembre, sans que le Conseil ait été seulement consulté, des objectifs réputés stratégiques. Le résultat pour les États-Unis est cependant loin d'être évident. Plusieurs de leurs alliés du monde arabe se sont désolidarisés d'eux, Moscou, Pékin, Paris et Bonn n'ont pas laissé ignorer leur peu d'enthousiasme, Saddam est toujours en place, les experts ne sont pas près de revenir sur les sites suspects, et les accrochages se multiplient dans le ciel irakien.*

L'Irak n'est pas le seul pays sur lequel se soit abattue, en 1998, la foudre américaine. Le 20 août, en représailles à des attentats à la voiture piégée qui avaient détruit les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar-es-Salaam, faisant deux cent quarante-sept morts dans un cas et dix dans l'autre, des missiles de croisière ont été tirés tant contre une usine chimique du Soudan, supposée fabriquer des armes interdites, que contre des camps d'entraînement islamistes en Afghanistan. Là aussi les effets concrets de ces bombardements ne sont pas démontrés. Leur cible principale, le richissime terroriste Oussama Ben Laden, dont le grand public a appris l'existence à cette occasion, n'a apparemment pas éprouvé la moindre difficulté à donner en fin d'année à Newsweek *une interview dans laquelle il revendiquait tout simplement le droit de tuer n'importe quel Israélien ou Américain pour libérer la* « Terre sainte » *occupée.*

IMPASSE AU PROCHE-ORIENT

Où est le temps où l'oncle Sam paraissait en mesure sinon de faire la loi au Proche-Orient, du moins de jouer efficacement les médiateurs ? Il n'a plus guère comme allié sûr dans la région que la Turquie, où l'armée a mis son poids dans la balance pour obtenir la révocation du premier ministre intégriste et la dissolution de son parti. Il a fallu que Bill Clinton consacre des heures et des heures à discuter avec Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat pour les convaincre de signer, le 23 octobre, l'accord dit de Wye Plantation, censé relancer le « processus de paix » en panne depuis l'assassinat d'Itzhak Rabin. Le document prévoyait l'évacuation par l'armée israélienne, dans un délai de quelques semaines, de 13,1 % des territoires occupés, en échange d'une renonciation solennelle de l'exécutif de l'OLP au paragraphe de sa charte prévoyant la destruction de l'État juif. Bien que la partie palestinienne ait aussitôt ratifié ces dispositions, bien que le président des États-Unis se soit rendu sur place, quitte à visiter aussi Gaza, pour essayer de convaincre le premier ministre israélien de s'exécuter, celui-ci, aux prises avec l'hostilité grandissante de sa droite, et avec de nouvelles violences dans les territoires occupés, a suspendu l'application de l'accord d'octobre après le retrait de ses troupes de 2 % seulement de la Cisjordanie. Lâché par son ministre des finances, il lui a fallu se résigner à convoquer pour le mois de mai 1999 des élections qu'il paraît avoir peu de chances de gagner.

Rien de surprenant dans ces conditions si les attentats se multiplient dans les territoires occupés et si le terrorisme continue de sévir dans le monde islamique. Le cas est tout à fait exceptionnel du Maroc où l'on a vu le roi confier la direction du gouvernement au chef

de l'opposition socialiste. En Algérie, les morts se comptent par centaines, et la visite de délégations du Parlement européen puis de l'ONU n'y a rien changé. On peut malheureusement douter que la décision du président Zeroual de se retirer en février 1999, afin de « concrétiser le principe de l'alternance », *soit de beaucoup plus d'effet. En Afghanistan, ces mêmes intégristes talibans qui avaient auparavant bénéficié de certains encouragements américains en échange d'une promesse de laisser passer sur leur sol le pétrole et le gaz de la Caspienne, et qui sont maintenant maîtres de la quasi-totalité du pays, sont accusés par Amnesty International d'avoir massacré des milliers de civils, dont plusieurs diplomates iraniens, lors de la prise, en août, de la ville de Mazar-i-Sharif. Pour être plus tranquilles, ils ont expulsé les organisations humanitaires.*

Le Soudan, où un accord de principe est intervenu entre les rebelles du Sud, chrétiens ou animistes, et le pouvoir islamiste, est considéré par les États-Unis comme l'un de leurs adversaires principaux dans la région. C'est l'une des raisons de leur soutien actif à l'Ouganda, à partir duquel les émigrés tutsis ont préparé leur retour au Rwanda, sans se douter que les y attendait un véritable génocide. Clinton, qui s'est rendu dans les deux pays, ainsi qu'au Ghana, en Afrique du Sud, au Botswana et au Sénégal, au mois de mars, n'a pas hésité à reconnaître la responsabilité de la communauté internationale, y compris des États-Unis, dans la tragédie, et une commission parlementaire française a été chargée d'une longue enquête, dont les résultats, publiés en fin d'année, exonèrent Paris de toute responsabilité dans les massacres. Il en faudrait malheureusement davantage pour mettre fin à la violence en Afrique et spécialement dans la région des Grands Lacs : le Congo-Kinshasa a été le théâtre en 1998 d'une guerre civile entre les par-

tisans du président Laurent-Désiré Kabila, accusé par un rapport des Nations unies, au même titre que ses alliés rwandais, de crimes contre l'humanité et ses adversaires banyamulenges, Tutsis congolais d'origine rwandaise, qui, après avoir paru près de le renverser, seront repoussés grâce à l'intervention de contingents angolais et zimbabwéens. Les États-Unis, peu désireux de s'impliquer eux-mêmes dans ces querelles, ont poussé à la création d'une « Initiative de réaction aux crises en Afrique ». Qui peut croire sérieusement qu'elle sera en mesure de résoudre les conflits qui embrasent notamment la corne de l'Afrique, l'Angola, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau ?

UN LEADER À L'AUTORITÉ DIMINUÉE

Le moins qu'on puisse dire de ce tableau nécessairement confus est que, si le monde a un gendarme, ce dernier fait décidément bien mal son travail. Ce qui se passe au Kosovo, où Milosevic s'emploie à mater la résistance de la population albanaise sans guère tenir compte des avertissements de Washington et de ses alliés, ne fait que le confirmer. La vérité est que si Bill Clinton s'est fait applaudir à tout rompre par l'Assemblée générale des Nations unies au moment même où les chaînes de télévision diffusaient l'intégralité de sa piètre comparution devant le grand jury, si les sondages comme les élections de novembre ont clairement montré que ses concitoyens sont hostiles, dans leur nette majorité, à sa destitution, la droite républicaine s'acharne trop contre lui, il a trop souvent menti et triché, avant et pendant le « Monicagate », *pour que son image, et donc son autorité dans ce monde impitoyable, n'en soient pas sérieusement écornées. D'autant plus que, à l'heure où tant de grandes entreprises annoncent des accords de fusion, le pouvoir d'un État,*

fût-il le plus puissant de la planète, se trouve inévitablement rogné. Les alliés des États-Unis ont en tout cas quelque peine à comprendre que les obsessions érotiques de leur président puissent à ce point peser sur le présent et l'avenir d'une nation à qui l'on a appris au berceau qu'elle avait une « destinée manifeste » rédemptrice.

En fin de compte, le seul pays dont les États-Unis puissent aujourd'hui attendre un soutien sans faille est la Grande-Bretagne, qu'ils ont sérieusement aidée à conclure avec l'IRA l'accord qui a permis, malgré de nouveaux attentats, l'élection en Irlande du Nord d'une Assemblée autonome, dominée par les modérés des deux camps, d'un président protestant et d'un vice-président catholique. Tony Blair n'en a pas moins rencontré quelques critiques au sein de son propre parti lorsqu'il a cru devoir engager son aviation à leurs côtés dans les frappes contre l'Irak. La défaite électorale de Helmut Kohl, en septembre, a eu pour résultat d'amener au pouvoir, sous l'autorité débonnaire de Gerhard Schröder, une coalition « rouges-verts » *dont le ministre des finances et son collègue des affaires étrangères ne perdent guère d'occasion de marquer leurs distances avec le conservatisme et même à l'occasion l'atlantisme de leurs prédécesseurs. De toute façon, c'est presque toute l'Union européenne qui se trouve repeinte aujourd'hui aux couleurs d'une gauche convaincue certes de la nécessité de composer avec le libéralisme économique ambiant, dont l'avènement de l'euro est le plus fort symbole, mais fortement attachée à préserver l'essentiel de la protection sociale instituée après la guerre. Ne fait guère exception que l'Espagne, où la ferme politique du gouvernement de droite de José Aznar a indiscutablement marqué des points et où la trêve décrétée par l'ETA en septembre et confirmée en décembre fait apparaître pour la première fois un espoir de solution pacifique du problème basque.*

Qu'un ancien dirigeant du Parti communiste, en la personne de Massimo D'Alema, ait pris à la tête du gouvernement de Rome la place du démocrate-chrétien Romano Prodi, renversé en octobre par une coalition contre nature des communistes maximalistes et de la droite, apparaîtra de ce point de vue particulièrement significatif.

LA COHABITATION CONFIRMÉE

Que la quasi-totalité de l'UE soit ainsi devenue rose, que l'imminente mise en route de l'euro par onze de ses quinze membres ait permis à leurs monnaies d'échapper aux remous enregistrés sur les autres places de la planète, facilite évidemment la tâche du gouvernement Jospin, dont l'avenir, compte tenu des profondes divergences existant entre les différentes formations de la « gauche plurielle », *paraissait au moment de sa constitution plutôt problématique. Ce n'est pas que les difficultés aient manqué sous ses pas : assassinat en Corse du préfet Érignac, violence urbaine, colère des chômeurs, hostilité d'une grande partie du patronat aux trente-cinq heures, grèves dans les transports, agitation autour du problème des sans-papiers, tension entre le ministre de l'éducation Claude Allègre et une bonne partie du corps enseignant, révolte des lycéens, débats houleux sur la réforme de la justice, l'avenir des retraites, le déficit de la Sécurité sociale, persistance d'un chômage qui ne recule que très lentement, blocage par l'opposition du fameux PACS, le pacte de solidarité ouvert aux couples, y compris homosexuels, non mariés, c'est à tout moment que le premier ministre a dû tracer la route et calmer le jeu. D'autant plus que ces difficultés mêmes encourageaient le président de la République à prendre ses distances et à commencer à mettre au point, notam-*

ment en posant des conditions à la convocation du Congrès pour discuter du projet Guigou de réforme du Conseil supérieur de la magistrature, un scénario de reconquête du pouvoir. Que le RPR semblait être venu à bout de ses querelles internes en élisant à sa tête Philippe Séguin, flanqué de Nicolas Sarkozy. Que ce même RPR s'entendait avec l'UDF et avec la Démocratie libérale d'Alain Madelin pour conclure une alliance en vue notamment des élections européennes de juin 1999.

Le beau cafouillage intervenu au lendemain des élections régionales de mars était certes de nature à refroidir les enthousiasmes, dans la mesure où il mettait en lumière un clivage insurmontable entre ceux qui, avec Charles Millon, acceptaient les voix du Front national pour conserver des présidences qui autrement auraient basculé à gauche, et ceux qui ne voulaient pas en entendre parler. Mais très vite il apparaissait que Jean-Marie Le Pen s'opposait aux efforts de Bruno Mégret pour entrer dans une nouvelle majorité de droite, et qu'il était déterminé pour sa part à maintenir sa ligne consistant à mettre tout le monde dans le même sac. Très vite le conflit allait s'envenimer entre le « chef » et ceux qu'il qualifiait de « traîtres » *et de* « félons », *et Le Pen promettait que, à la différence de César, lui tuerait Brutus avant de le laisser l'assassiner. Mégret refusant de faire amende honorable se voyait exclu du Front, avec ses nombreux partisans de l'appareil, pour avoir osé convoquer un congrès extraordinaire en janvier 1999. Pain béni pour l'opposition républicaine, qui n'avait cessé depuis des années de retrouver le FN sur son chemin. À quoi s'ajoutait qu'en choisissant Daniel Cohn-Bendit pour diriger leur liste aux européennes de juin 1999 les Verts avaient déclenché la fureur de Jospin et de Chevènement, miraculeusement remis d'un accident d'anesthésie. Mais la droite elle aussi avait toutes chances*

d'aborder ces élections en ordre dispersé, l'UDF n'étant pas pressée de se ranger derrière la houlette de Philippe Séguin, dont les convictions européennes sont, c'est le moins qu'on puisse dire, plutôt tièdes, et Charles Pasqua comptant prendre la tête d'une liste séparée pour manifester sa défiance à l'égard d'un euro qui prépare selon lui la fin de la souveraineté française.

De toute façon les électeurs, qui boudent de plus en plus les urnes, ne se passionnent pas pour ces querelles, où ils voient surtout le reflet d'ambitions personnelles, et ils expriment dans les sondages, qui plébiscitent avec constance la cohabitation, un soutien à peu près égal au président de la République et au premier ministre. Il arrive d'ailleurs à ces derniers de manifester avec éclat leur bonne entente. Ç'a été le cas de l'accord conclu à Nouméa le 5 mai sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Comme de tout ce qui concerne la politique étrangère, et notamment de sa dimension européenne. Il en irait peut-être autrement si la reprise économique — et la victoire de la France à la Coupe du monde de football — n'avait pas rendu meilleur moral à nos compatriotes et permis à leur gouvernement, contre toute attente, de respecter à la décimale près les fameux « critères de Maastricht ».

On ne saurait prendre congé de cette année fertile en événements de toutes sortes — qui a parlé de la « fin de l'histoire » ? — sans relever le progrès qu'elle a fait accomplir à l'idée de justice internationale. Si les discussions sur les biens juifs spoliés pendant la dernière guerre n'ont encore abouti qu'à des résultats partiels, des tribunaux ont été constitués pour juger les crimes de guerre commis tant en Bosnie qu'au Rwanda ; le général Pinochet, quel que soit l'aboutissement de la procédure engagée contre lui, est déjà en procès devant l'opinion, le général Videla, qui dirigeait la junte militaire argentine de fâcheuse mémoire, est en prison avec son adjoint l'amiral Massera. Pol Pot est mort,

auquel on doit le génocide cambodgien, et Sihanouk ne paraît pas disposé à se contenter des « regrets » *qu'ont exprimés en se rendant aux autorités ses deux principaux lieutenants. On commence à parler de poursuites contre Fidel Castro, qui a déjà dû tempérer quelque peu sa dictature à la suite de la visite de Jean-Paul II, contre l'ex-dictateur éthiopien Menguistu, contre « Bébé Doc ». Ce n'est pas assez, hélas !, pour mettre fin aux exploits des criminels de guerre en activité. Mais peut-être tout de même pour faire hésiter ceux qui seraient tentés de suivre leur exemple...*

André Fontaine

Janvier

- La colère des chômeurs
- Flambées de violence dans les banlieues
- Coup d'envoi de la réforme des lycées
- Roland Dumas sur la sellette
- Poursuite des massacres en Algérie
- Tourmente financière en Indonésie
- Relance du processus de paix en Irlande du Nord
- Début de l'affaire Monica Lewinsky aux États-Unis
- Le pape chez Fidel Castro

France

1er* FRANCE TÉLÉCOM : Le monopole public sur le téléphone prend fin (1er)**.

2 COMMISSARIAT AU PLAN : Proche de Philippe Séguin et de Charles Pasqua, Henri Guaino, le théoricien de la «*fracture sociale*», est démis de ses fonctions de commissaire au Plan. Il est remplacé par un économiste proche du Parti socialiste, Jean-Michel Charpin (3).

2 HUE : Robert Hue, secrétaire national du PCF, réclame un référendum sur la ratification du traité d'Amsterdam, alors que, le 4, le gouvernement souhaite que Jacques Chirac choisisse la révision constitutionnelle sans référendum. Le 7, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, exprime sa préférence pour l'organisation d'un référendum portant sur la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam (du 4-5 au 10, 14, 15, 16, 20).

* *Les chiffres en début de paragraphe indiquent la date de l'événement.*

** *Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du* Monde *dans lequel les articles ont paru.*

5 VIOLENCE : Quatre jeunes participants aux violents incidents de la Saint-Sylvestre à Strasbourg (Bas-Rhin) sont condamnés à des peines allant de 2 ans à 9 mois de prison ferme, et à 2 ans de privation de droits civiques. Le 13, Jacques Chirac réunit 12 maires de villes moyennes, toutes tendances politiques confondues, pour évoquer la violence urbaine. Le 14, Ségolène Royal, ministre délégué à l'enseignement scolaire, présente en conseil des ministres un plan pour les zones d'éducation prioritaires (ZEP). Le même jour, 3 adolescents, soupçonnés d'avoir placé, le 10, un engin explosif devant une école de Strasbourg, dans le quartier sensible de Neuhof, sont mis en examen et écroués. Le 15, en déplacement à Mantes-la-Jolie (Yvelines), Jacques Chirac préconise la création d'emplois face à la violence urbaine. Le 19, le ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement réunit 300 maires venus de 26 départements jugés les plus sensibles en matière de sécurité (du 3 au 9, du 13 au 21).

5 ENTREPRISES : Sara Lee, le fabricant américain de Dim et Playtex, vend 9 de ses 13 sites de production afin de mieux se concentrer sur la distribution (11-12).

5 PAPON : Suspendu depuis le 23 décembre 1997, le procès de Maurice Papon reprend devant la cour d'assises de la Gironde. Le 19, l'historien-politologue Michel Bergès, qui a découvert en 1981 les premières archives, dénonce les lacunes du dossier. Le 28, Arno Klarsfeld, l'un des avocats des parties civiles, révèle la parenté du président de la cour d'assises de la Gironde, Jean-Louis Castagnède, avec des personnes déportées (du 6 au 3/II).

6 EMPLOIS-JEUNES : Le patronat refuse aux emplois-jeunes la couverture chômage de l'Unedic, comme le souhaitait le gouvernement (8).

6 FN : Le chef de cabinet du maire (FN) de Tou-

lon (Var), Philippe de Beauregard, est mis en examen pour «*recel de preuve*» dans une affaire de corruption. Le 7, le parquet de Munich ouvre une enquête préliminaire sur Jean-Marie Le Pen, qui, le 5 décembre 1997, dans la capitale bavaroise, a renouvelé ses déclarations sur les chambres à gaz «*détail de la Seconde Guerre mondiale*». La convention nationale réunie à Lyon les 17 et 18 fait apparaître un désaccord entre le président Jean-Marie Le Pen et son délégué général, Bruno Mégret, sur la stratégie et la tactique à adopter pour les élections cantonales et régionales de mars. Le 19, la cour d'appel d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) requiert la confirmation des peines prononcées (3 mois de prison avec sursis) en septembre 1997, contre le maire (FN) de Vitrolles, Catherine Mégret, après ses propos au journal allemand *Die Berliner Zeitung* en février 1997. Le 22, le «porte-parole» de la mairie de Vitrolles, Bruno Mégret, annonce l'instauration par la mairie d'une allocation municipale réservée aux couples français ou européens, fondée sur «*la préférence nationale*» (7, 8, 9, 10, 20, 21, 23, 24, 25-26, 27).

7 ÉLECTIONS RÉGIONALES : Les responsables du Parti socialiste d'Île-de-France préfèrent la candidature de Dominique Strauss-Kahn à la présidence du conseil régional en cas de victoire de la gauche, écartant celle de Michel Rocard. Le 22, Le PS, le PCF, les Verts, les Radicaux de gauche et le MDC, réunis à Paris, annoncent un accord sur la constitution de listes communes «*partout où cela est possible*» (8, 9, du 11-12 au 17, 22, du 24 au 1er-2/II).

8 ÉDUCATION : Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre délégué à l'enseignement scolaire, donnent le coup d'envoi d'une réforme des lycées. Des millions de questionnaires sont envoyés aux élèves et aux ensei-

gnants, les débats devant s'achever par un colloque national les 29 et 30 avril. Le 30, *le Monde* révèle que 10,5 % des heures de cours prévues dans le secondaire ne sont pas assurées (9, 10, 24, 30).

8 AFFAIRES : Ancienne collaboratrice du groupe Elf-Aquitaine, puis de Roland Dumas, alors ministre (PS) des relations extérieures, Christine Deviers-Joncour, incarcérée depuis le 7 novembre 1997, est mise une nouvelle fois en examen pour « *complicité de tentative d'escroquerie* » dans l'affaire de la vente de frégates à Taïwan. Le 27, des perquisitions sont effectuées aux domiciles et au cabinet d'avocat de Roland Dumas, actuel président du Conseil constitutionnel (10, du 25-26 au 1er-2/II).

9 DÉCÈS à l'âge de 83 ans de Marie-Madeleine Dienesch, pionnière du féminisme politique en France (13).

10 IMMIGRATION : *Le Monde* révèle le contenu du rapport de Sami Naïr, conseiller au cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, remis le 10 décembre 1997 à Lionel Jospin, proposant de négocier avec les pays du Sud des « *conventions de codéveloppement-migration* ». Le 14 et le 29, le Sénat adopte, en les modifiant profondément, les projets de loi Guigou et Chevènement sur la nationalité et l'immigration (10, 14, 15, 16, 17, 20, 22, 23, 29, 31).

10 POMPES FUNÈBRES : La loi Sueur de 1993, qui libéralise le service des pompes funèbres, entre en vigueur (11-12).

12 JUIFS : Le rapport Matteoli sur la spoliation des biens juifs durant l'Occupation est remis au premier ministre (8, 14).

13 ZOLA : Lionel Jospin célèbre au Panthéon le centenaire de la publication dans *l'Aurore* du « J'Accuse » d'Émile Zola en faveur d'Alfred Dreyfus (10, 13, 15).

13 35 HEURES : Dans un appel commun, le patronat, les professions libérales et les artisans demandent « *solennellement* » au gouvernement et au Parlement de renoncer au projet de loi sur les 35 heures payées 39. Le 21, 3 études concluent à l'effet positif de la réduction du temps de travail sur la création d'emplois. Le 27, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, annonce, à l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur ce projet, des mesures pour accompagner la réduction de la durée du temps de travail, dont la création, à partir de l'an 2000 de deux smic (horaire et mensuel) différents (7, 8, 9, 13, 14, 15, 16, du 20 au 3/II).

14 POLITIQUE : Les déclarations de Lionel Jospin à l'Assemblée nationale sur la droite esclavagiste et antidreyfusarde provoquent l'indignation des députés de l'opposition, qui réclament sa démission et quittent l'hémicycle. Il présente ses regrets aux députés le 20 (16, 17, 22).

14 AFFAIRES : Patrick Balkany, condamné en mai 1996 à 15 mois de prison et à 2 ans d'inéligibilité pour « *prise illégale d'intérêts* », démissionne de la présidence de l'Office départemental des HLM des Hauts-de-Seine (OPDHLM) (3, 16).

15 SYNDICATS : Constitué en 1981, le Groupe des Dix, qui rassemble une vingtaine de syndicats autonomes principalement implantés dans le secteur public, se transforme en Union syndicale à l'issue d'un conseil constitutif (16).

15 JUSTICE : Le ministre de la justice, Élisabeth Guigou, présente ses projets de réforme de la justice, et justifie son intention de supprimer les instructions individuelles de la chancellerie au parquet (11-12, 16, 17, 24).

15 JUSTICE : Une amende de 150 000 francs est requise contre l'écrivain Roger Garaudy pour « *complicité de contestation de crimes contre l'humanité* »

dans son livre *les Mythes fondateurs de la politique israélienne* (10, 11-12, 13, 17, 18-19, 21).

16 CFF : Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, annonce le début de la privatisation du Crédit foncier de France, et décide que les ménages ayant contracté des prêts d'accession à la propriété (PAP) bénéficieront d'un plafonnement du taux de 7 % (18-19).

20 THOMSON : Conformément aux vœux du gouvernement, Denis Ranque, PDG de Thomson Marconi Sonar, remplace Marcel Roulet à la tête de Thomson-CSF (20, 21).

20 AFFAIRES : Les journalistes André Rougeot et Jean-Michel Verne, auteurs du livre *l'Affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir*, sont condamnés, ainsi que leur éditeur Flammarion, par le tribunal de grande instance de Marseille, à 200 000 francs d'amende chacun pour avoir mis en cause le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, auquel ils devront, en outre, verser 300 000 francs de dommages et intérêts (21, 22).

21 ENTREPRISES : Quatre mois après le départ de Jacques Calvet, son successeur à la présidence du directoire de PSA, Jean-Martin Folz, dote Peugeot et Citroën d'une organisation commune (23).

23 ACCIDENT : Aux Orres (Hautes-Alpes), une avalanche emporte un groupe de jeunes randonneurs en raquettes de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines), faisant 11 morts, dont 9 adolescents et 2 de leurs accompagnateurs. Daniel Forté, le guide qui accompagnait les enfants, est mis en examen et écroué le 26 à la maison d'arrêt de Gap (25-26, 27, 28, 29).

26 CORSE : Le FNLC-Canal historique annonce la fin de la trêve des attentats décidée au lendemain des élections législatives de juin 1997 (27).

27 CLUB MÉDITERRANÉE : Philippe Bour-

guignon, ancien patron d'Euro Disney et PDG du Club Méditerranée depuis près d'un an, annonce une perte de 1,3 milliard de francs pour l'exercice achevé le 31 octobre 1997, et présente une nouvelle politique commerciale passant par une baisse des prix, la rénovation d'une partie des villages et le développement de produits dérivés (25-26, 28).

28 SPORTS : Jacques Chirac inaugure le Stade de France, tandis que l'équipe de France gagne (1-0) face à l'Espagne, équipe invaincue depuis 31 matches (28, 29, 30).

28 AUDIOVISUEL : Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, présente en conseil des ministres son projet de loi sur l'audiovisuel, préférant à la réduction des seuils de concentration, préconisée par le PS, la création de sociétés spécifiques regroupant les activités de communication au sein des groupes (29).

29 INCENDIE : *L'Express* révèle le contenu du rapport sur l'incendie du siège parisien du Crédit lyonnais, le 5 mai 1996, selon lequel il serait « *d'origine volontaire* » (30).

30 CHÔMAGE : Le nombre des demandeurs d'emploi a reculé de 1,7 % en un an et de 2,8 % en décembre 1997, pour s'établir à 3 027 800, soit 12,2 % de la population active (31).

30 JUSTICE : Patrick Tissier, violeur de la petite Karine (8 ans) et meurtrier multirécidiviste, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de 30 ans par la cour d'assises de Perpignan (Pyrénées-Orientales) (27, 28, 29, 30, 1er-2/II).

30 PÉDOPHILIE : Georges Maingonat, maire de Chablis (Yonne) et conseiller général sans étiquette de l'Yonne, soupçonné d'avoir violé, en 1989 et 1990, 4 garçons de 9 à 10 ans, élèves de l'école dont il était

à la fois le directeur et un des instituteurs, est mis en examen et écroué (1er-2, 3/II). ■

LA COLÈRE DES CHÔMEURS

Le **2**, alors que se poursuivent les occupations d'antennes Assedic par des chômeurs qui réclament une « prime de fin d'année » de 3 000 francs, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, décide une aide au transport des sans-emploi d'Île-de-France.

Le **3**, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, annonce le versement d'une dotation exceptionnelle de 500 millions de francs à l'Unedic pour aider les chômeurs de longue durée, et avance de 3 mois la préparation du projet de loi sur l'exclusion. Les associations de chômeurs jugeant ces mesures insuffisantes se disent déterminées à poursuivre leur mouvement.

Le **4**, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, « *approuve* » les occupations d'Assedic et estime que les mesures annoncées par Martine Aubry « *ne changent rien au fond des questions* », tandis qu'Alain Madelin, président de Démocratie libérale (DL), juge « *légitime* » la « *révolte* » des chômeurs.

Le **5**, dans *Libération*, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT et présidente de l'Unedic, estime que « *ces opérations coups de poing à visée médiatique* » sont de « *la manipulation de la détresse* ». Le même jour, Marie-George Buffet, ministre communiste de la jeunesse et des sports, juge « *complètement légitime* » le mouvement des chômeurs, mais salue les efforts entrepris.

Le **7**, lors de la journée nationale d'action, une trentaine de manifestations se déroulent à Paris et

en province, tandis que les forces de l'ordre procèdent à plusieurs évacuations d'antennes Assedic occupées.

Le **8**, le premier ministre Lionel Jospin reçoit séparément à Matignon les organisations syndicales et le patronat, puis collectivement les associations qui soutiennent les chômeurs.

Le **9**, devant l'« *urgence sociale* », Lionel Jospin annonce le déblocage de 1 milliard de francs pour les chômeurs en situation de détresse. Les cellules mises en place par les préfets, en application des consignes données fin décembre par Martine Aubry, sont pérennisées sous la forme de « *missions d'urgence sociale* », tandis qu'une mission d'étude sur l'indemnisation du chômage et les minima sociaux est confiée à Marie-Thérèse Join-Lambert, inspecteur général des affaires sociales (IGAS). En contrepartie le premier ministre demande aux chômeurs de cesser leur mouvement.

Les **10** et **11**, alors que certains groupes libèrent les lieux de leur plein gré, les forces de l'ordre évacuent la plupart des sites occupés par les associations de chômeurs, qui appellent à la poursuite d'actions « *sous d'autres formes* ».

Le **12**, les organisations de chômeurs sont reçues par Martine Aubry, dans le cadre de la préparation de la loi contre l'exclusion. Elles se déclarent satisfaites des conditions du versement du milliard de francs annoncé par Lionel Jospin, mais réclament le relèvement des minima sociaux.

Le **13**, les manifestations organisées à Paris et en province par le mouvement des chômeurs et par les associations qui les soutiennent montrent que la mobilisation ne faiblit pas (15, 16).

Le **17**, la journée d'action en faveur des sans-emploi mobilise quelque 125 000 personnes à Paris et en province.

Le **19**, le premier secrétaire du PS, François Hollande, plaide pour un relèvement de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) attribuée aux chômeurs en fin de droits, et pour un dispositif d'aide aux chômeurs de longue durée.

Le **21**, s'exprimant sur TF1, Lionel Jospin prend «*cinq engagements*» en faveur des allocataires de minima sociaux, dont l'indexation de ces minima «*sur le droit de la vie*», et le «*rattrapage*» de l'allocation de solidarité spécifique destinée aux chômeurs de longue durée ou en fin de droits. Les animateurs de la protestation des chômeurs jugent décevantes ces déclarations (du 2 au 28). ■

Étranger

1 BURUNDI : Une attaque de rebelles hutus contre un camp militaire et un bourg situés près de l'aéroport de Bujumbura fait au moins 286 morts (3, 9, 14).

3 MEXIQUE : Après le massacre de 45 Indiens à Acteal, dans le Chiapas, le 22 décembre 1997, le président mexicain, Ernesto Zedillo, remplace le ministre de l'intérieur, Emilio Chuayffet, par le ministre de l'agriculture, Francisco Labastida Ochoa. Le 12, alors qu'un rapport de la commission d'enquête accable les autorités locales, plus de 100 000 personnes manifestent à Mexico contre ce massacre des Indiens. Le 23, le gouvernement mexicain attribue aux autorités et à la police de l'État du Chiapas la responsabilité du massacre d'Acteal (6, 8, 11-12, 14, 18-19, 20, 22, 25-26).

4 ISRAËL : Pour protester contre le projet de loi

de finances, trop austère à ses yeux, et contre le blocage du processus de paix, le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, démissionne du gouvernement de coalition. En dépit de cette défection, le gouvernement parvient à faire adopter son projet de budget, le 5 (3, 6, 7).

4 LITUANIE : Après 50 ans d'exil aux États-Unis, Valdas Adamkus est élu président de la Lituanie avec 50,31 % des suffrages, contre 49,69 % à Arturas Paulauskas, le candidat soutenu par les anciens communistes (6).

5 TRANSPORTS FERROVIAIRES : Les chemins de fer allemands, hollandais, autrichiens, suisses et italiens annoncent la création du premier couloir de fret européen Nord-Sud ouvert à la concurrence (6).

5 GRANDE-BRETAGNE : Le gouvernement britannique présente un plan pour remettre les jeunes chômeurs de 18 à 24 ans au travail. Ceux-ci perdront les allocations sociales s'ils refusent un emploi subventionné, un stage ou une formation (7).

5. ENTREPRISES : Astra-Calvé, filiale du groupe anglo-néerlandais Unilevers, annonce la cession de ses huiles de graines à Lesieur, du groupe Eridania Béghin-Say (7).

6 GÉNÉTIQUE : Le physicien américain Richard Seed annonce son intention d'ouvrir une clinique consacrée au clonage humain. Le 12, 17 des 40 membres du Conseil de l'Europe réunis à Paris signent un texte sur les droits de l'homme et la biomédecine interdisant le clonage d'êtres humains. Le 14, l'épiscopat français dénonce les dérives du « *tout génétique* » et s'alarme du développement du dépistage prénatal. Le 20, l'administration américaine fait connaître son intention de réglementer la pratique du clonage humain. Le même jour, une équipe de chercheurs américains annonce avoir créé George et

Charlie, deux veaux nés d'une nouvelle technique de clonage (6, 8, 13, 15, 17, 22, 23).

7 ÉTATS-UNIS-IRAN : Pour la première fois, le président iranien, Mohamad Khatami, s'adresse à la « nation » américaine pour préconiser une diplomatie de la culture qui permettrait aux deux pays de se connaître (9, 11-12, 16, 18-19).

8 KURDES : Les directeurs de police nationale de 6 pays européens (Italie, France, Allemagne, Pays-Bas, Grèce et Turquie) se réunissent à Rome pour examiner des mesures destinées à endiguer l'afflux de réfugiés kurdes sur les côtes italiennes depuis la fin 1997 (3, 4-5, 6, 7, 8, 10, 22).

8 PROCHE-ORIENT : Le ministre israélien de la défense Itzhak Mordehaï menace de démissionner si le gouvernement de Benyamin Nétanyahou ne procède pas au retrait militaire prévu en Cisjordanie « *d'ici à trois mois* ». Le 18, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, menace Israël d'un nouveau soulèvement palestinien si le processus de paix, bloqué depuis 10 mois, n'était pas réactivé. Le 20, le président américain Bill Clinton reçoit à deux reprises le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, sans parvenir à le convaincre de procéder à un retrait significatif de l'armée israélienne de Cisjordanie. Ses entretiens, le 22, avec Yasser Arafat ne débouchent sur aucun progrès notable (8, 9, 10, 17, 18-19, 20, 22, 24, 28, 31).

8 ÉTATS-UNIS : L'auteur de l'attentat du World Trade Center (6 morts et un millier de blessés en février 1993), le Pakistanais Ramzi Youssef, est condamné à la prison à vie (10).

9 ALLEMAGNE : L'Allemagne recense un chiffre record de 4,521 millions de sans-emploi, soit 11,8 % de la population active, contre 11,3 % en novembre 1997 (10, 11-12).

9 ESPAGNE : Un attentat à la voiture piégée,

attribué à l'ETA, provoque la mort de José Ignacio Iruretagoyena, conseiller municipal (Parti populaire, PP, droite au pouvoir) de Zarauz, province basque du Guipuzcoa. Lors de ses obsèques, le 10, 25 000 personnes manifestent contre le terrorisme à Zarauz. Dans la nuit du 29 au 30, un conseiller municipal conservateur de Séville (Andalousie), Alberto Jimenez Becerril, et son épouse, sont assassinés au cours d'un attentat attribué à l'ETA. Le 30, plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent devant leurs dépouilles, et le 31 près de 500 000 personnes manifestent à Séville contre le terrorisme (11-12, 13, 31, 1er-2, 3/II).

9 IRLANDE DU NORD : Pour la première fois, un membre du gouvernement britannique, Mme Mo Mowlam, ministre chargée de l'Irlande du Nord, rencontre dans leur prison des membres des groupes paramilitaires protestants, permettant la relance des négociations intercommunautaires en Ulster. Le 11, à la veille de la reprise des pourparlers de paix, les loyalistes protestants (LVF) assassinent Terry Enwright, un membre de la famille de Gerry Adams, le chef du Sinn Fein, bras politique de l'IRA. Le 12, le plan de paix anglo-irlandais de Tony Blair et de son homologue irlandais Bertie Ahern, est accueilli favorablement par les participants aux négociations, qui reprennent le 26. Le 29, Tony Blair annonce l'ouverture d'une nouvelle enquête sur le « *bloody sunday* », dimanche sanglant du 30 janvier 1972, au cours duquel 14 catholiques avaient été tués à Londonderry par des militaires anglais (8, 9, 11-12, 13, 15, 20, 21, 22, 24, 25-26, 27, 28, 31).

12 ENTREPRISES : Les groupes américain et allemand Motorola et Siemens annoncent la création d'une société commune dans les semi-conducteurs (14).

13 IRAK : Bagdad interdit l'accès de ses sites stra-

tégiques aux experts de la mission des Nations unies chargée du désarmement (Unscom) dirigés par un Américain. Le 14, le Conseil de sécurité de l'ONU «*déplore*» cette décision, et «*exige*» que Bagdad «*coopère*» avec l'Unscom. Le 17, le président Saddam Hussein menace de fixer un délai de 6 mois à l'Unscom pour qu'elle achève sa mission. Le 26, la Russie dépêche à Bagdad un médiateur pour tenter de désamorcer la crise. Le 27, Bill Clinton menace Saddam Hussein d'avoir recours aux armes. Le 29, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, s'entretient avec Mme Madeleine Albright, secrétaire d'État américain, tandis que les Russes lui transmettent les intentions irakiennes (14, 16, 17, 18-19, 20, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 31, 1er-2/II).

15 CROATIE : À l'issue d'un mandat de 2 ans, les derniers soldats de l'ONU quittent la Slavonie orientale, dont l'administration est rendue à la Croatie (16).

15 ARGENTINE : Après ses aveux à la presse argentine sur ses activités criminelles au cours de la dictature militaire de 1976 à 1983, le capitaine Alfredo Astiz est mis aux arrêts. Le 23, le président Carlos Saúl Menem signe le décret le destituant (17, 18-19, 20, 23, 25-26, 29).

16 TURQUIE : Par 9 voix contre 2, la Cour constitutionnelle turque dissout le Parti de la prospérité (RP, islamiste, détenteur de 148 des 550 sièges de l'Assemblée nationale) pour activités contraires au principe de la laïcité. Six de ses dirigeants, dont le président Necmettin Erbakan, sont interdits d'activité politique pour une durée de 5 ans (18-19, 20).

17 ÉTATS-UNIS : Accusé par Paula Jones de harcèlement sexuel en 1991, alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas, le président Bill Clinton témoigne sous serment pour sa défense. Le 21, le procureur Kenneth Starr rend publique l'affaire Monica

Lewinsky, stagiaire à la Maison Blanche en 1995, qui affirme avoir eu une liaison avec le président qui l'aurait obligé à délivrer un faux témoignage. Le 26, Bill Clinton dément catégoriquement ces nouvelles accusations. Le 27, Hillary Clinton dénonce un « complot de droite » contre son mari (18-19, 20, du 23 au 1er-2/II).

18 VATICAN : Jean-Paul II rend publique la liste de 100 cardinaux qu'il compte nommer au cours du prochain consistoire, le 21 février. Parmi eux, Mgr Jean Balland, archevêque de Lyon, et Mgr Paul Shan Kuo-hsi, archevêque de Taïwan (20).

18 SPORTS : Aux championnats du monde de natation de Perth (Australie), la France se place au 5e rang mondial avec 6 médailles, dont 1 d'or à Roxana Maracineanu sur 200 mètres dos, 4 d'argent et 1 de bronze (20).

18 SPORTS : Le 20e Paris-Dakar est remporté pour la sixième fois, dans la catégorie moto, par le Français Stéphane Peterhansel, tandis que dans la catégorie auto Mitsubishi confirme sa suprématie en enlevant les quatre premières places au général, et consacre Jean-Pierre Fontenay (1er, 12, 18-19, 20, 26).

18 BOSNIE : Biljana Plavsic, présidente des Serbes de Bosnie (Republika Srpska, RS), réussit un coup de force en faisant élire le réformateur Milorad Dodik à la tête du gouvernement, et en n'offrant aucun portefeuille aux ultra-nationalistes du Parti démocratique serbe (SDS) et du Parti radical (SRS). Le 19, le régime du président yougoslave, Slobodan Milosevic, apporte son soutien à ce gouvernement modéré (13, 14, 16, 20, 21).

19 RUSSIE : Après 6 semaines passées à l'hôpital puis en maison de repos, le président Boris Eltsine revient au Kremlin (20).

20 RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : Le président

Vaclav Havel est réélu par le Parlement à la présidence de la république tchèque (22, 30).

21-25 CUBA-VATICAN : Jean-Paul II est accueilli à La Havane par Fidel Castro qui l'encourage pendant ce voyage « historique » à s'exprimer « *avec une entière liberté* », tandis que le souverain pontif exhorte Cuba « *à s'ouvrir au monde* » et « *le monde à Cuba* ». Il se rend, le 22, à Santa Clara, lieu où reposent les restes d'Ernesto « Che » Guevara, puis, le 24, à Camagüey, où il condamne l'embargo économique. Le 25, à La Havane, le pape critique une nouvelle fois la politique de Washington, et plaide pour la démocratie et les droits de l'homme (11-12, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25-26, 27, 28).

23-26 FRANCE-INDE : Jacques Chirac effectue un voyage d'État en Inde (23, 27, 28).

26 ENTREPRISES : ATT annonce la suppression de 15 000 à 18 000 emplois d'ici à la fin de l'année sur un total de 130 000 salariés (28).

27 OMS : Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre norvégien, est élue par le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la direction générale de l'Organisation (29).

28 JAPON : Le ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuzuka, démissionne après l'implication de deux fonctionnaires de son ministère dans un nouveau scandale (29, 30, 31).

28 ENTREPRISES : La Commission européenne inflige une amende de 102 millions d'écus (plus de 670 millions de francs, soit 30 % de son bénéfice 1996) au groupe automobile allemand Volkswagen pour entrave au marché unique (30).

29 ROUMANIE : Critiquant la lenteur des réformes économiques, le Parti démocrate emmené par le président du Sénat, Petre Roman, se retire du gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre Victor Ciorbea (30). ■

LA CRISE FINANCIÈRE FRAPPE L'INDONÉSIE

Le **7**, alors que la crise financière se poursuit en Asie, la roupie indonésienne perd 12 % par rapport au dollar, et atteint son plus bas niveau depuis sa convertibilité en 1971. Elle entraîne dans son sillage les autres monnaies de la région, même le dollar singapourien, jusqu'alors relativement épargné, provoquant une chute de 4,82 % de la Bourse de Singapour, tandis que celle de Hong-kong perd 5,89 %.

Le **8**, la roupie indonésienne abandonne 14 % par rapport au dollar (–44 % par rapport au début de l'année), et la Bourse de Djakarta s'effondre de 19 %.

Le **9**, alors que depuis le début de l'année les Bourses de Singapour, Manille (Philippines), Kuala Lumpur (Malaisie) et Djakarta (Indonésie) ont perdu de 15 à 22 %, les places financières de Hong-kong et de Singapour plongent respectivement de 3,9 % et de 7,3 %.

Le **12**, la chute des marchés asiatiques se poursuit, tandis que la banque d'affaires Peregrine de Hong-kong annonce sa mise en liquidation, et que les places européennes ouvrent en forte baisse.

Le **14**, un retournement de tendance fait remonter les marchés de Hong-kong (+ 5,85 %), de Singapour (+ 9,78 %), de Bangkok (+ 3,74 %), de Kuala Lumpur (+ 7,46 %) et Tokyo (+ 2,48 %). De son côté, la roupie indonésienne regagne 16 % face au dollar.

Le **15**, le président indonésien Suharto signe le plan de réformes structurelles présenté par le FMI, visant notamment à mettre fin à certains monopoles ainsi qu'aux subventions.

Le **20**, la roupie indonésienne plonge pour le quatrième jour consécutif, passant sous le seuil des

10 000 pour un dollar, soit une baisse de sa valeur de 7,2 %.

Le **23**, la roupie indonésienne plonge de nouveau en perdant 20 % face au dollar, soit un recul de 68 % depuis le début de l'année.

Le **28**, la Corée du Sud continue d'assainir sa situation financière en signant avec un groupe de 13 banques privées un accord de restructuration de 24 milliards de dollars (144 milliards de francs) de sa dette à court terme (du 4-5 au 3/II). ■

ALGÉRIE : LES MASSACRES CONTINUENT

Les **3** et **4**, 160 civils, selon la presse algérienne, ont été massacrés dans 3 attaques, attribuées aux Groupes islamiques armés (GIA), de villages de la région de Relizane, dans l'ouest du pays.

Le **5**, le Quai d'Orsay évoque le « *droit légitime de la population algérienne à être protégée* », tandis qu'Alger dénonce cette « *ingérence extérieure* » de la France. Le même jour, Bachir Boumaza, un ancien ministre de Boumediène, est élu président du Conseil de la nation (Sénat), devenant ainsi le deuxième personnage de l'État.

Le **7**, le président français Jacques Chirac déclare que la France est prête à « *apporter aide et coopération* » face à la « *violence qui frappe de manière barbare l'Algérie et son peuple* ».

Le **8**, le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, accepte une visite de la « troïka » de l'Union européenne, à condition qu'elle vienne discuter uniquement de la lutte contre le terrorisme, mais rejette toute idée d'une commission internationale d'enquête. Le même jour, 35 villageois sont assassinés à